

ARRETE N°UCA-2017-272

**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE
POLYTECH
LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE**

Vu le Code de l'éducation ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu les statuts de l'Université Clermont Auvergne, adoptés par délibération du 7 octobre 2016 ;

Vu les statuts de l'Ecole Polytechnique de l'Université Clermont Auvergne - Polytech Clermont-Ferrand, adoptés par délibération du 3 mars 2017 ;

Vu l'élection de Monsieur Mathias Bernard, en date du 16 décembre 2016, à la présidence de l'Université Clermont Auvergne ;

Vu la nomination, par arrêté du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du 17 juillet 2017, de M. Christian Larroche, à la direction de Polytech Clermont-Ferrand ;

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée, à compter du 1^{er} septembre 2017, à **Monsieur Christian LARROCHE**, Directeur de Polytech Clermont-Ferrand et, en cas d'absence ou d'empêchement, à **Madame Brigitte LALOGUE-MERINO**, responsable administrative de Polytech Clermont-Ferrand, à effet de signer au nom du Président de l'université, les actes suivants concernant les affaires de Polytech Clermont-Ferrand:

1.1 : Etudes et vie universitaire

- Tous actes, décisions, certificats, procès-verbaux relatifs à l'inscription des étudiants et stagiaires et au transfert de dossiers ;
- Organisation des examens (convocations, calendriers, relevés de note sauf ERASMUS, à l'exclusion de la signature des diplômes et des attestations de réussite) ;
- Conventions d'accueil à Polytech Clermont-Ferrand de lycéens ou d'étudiants en formation initiale ou continue dans le cadre de leur formation ;
- Conventions de stage des étudiants et usagers de l'Université, pour des stages intégrés à un cursus pédagogique ;
- Conventions de formation en alternance (contrats de professionnalisation et d'apprentissage) ;
- Déclaration d'accident d'étudiant.

1.2 : Gestion des personnels placés sous l'autorité du délégataire

- Autorisations d'absence ;
- Congés annuels et horaires des personnels BIATSS ;
- Ordres de mission sur le territoire métropolitain, inférieurs à 8 jours et pris en charge par le budget de la composante et utilisation d'un véhicule personnel ou administratif ;
- Attestations de service fait, attestations de présence ; attestations d'emploi ;
- Déclaration d'accident de service, certificats de prise en charge (AT) ;
- Etats liquidatifs d'heures complémentaires ;

- Etats liquidatifs d'heures complémentaires ;
- Certificats administratifs relatifs aux services des enseignants-chercheurs et des enseignants ;
- Tableau de service individuel des enseignants-chercheurs et des enseignants.

1.3 : Relations internationales

- Contrats d'études conclus à l'occasion d'accueil d'étudiants étrangers ;
- Relevés de notes ERASMUS, attestation d'arrivée et fin de séjour.

Article 2 :

Sont expressément exclus de la présente délégation :

- Les conventions autres que celles visées à l'article 1 ;
- Les conventions pour lesquelles l'Université Clermont Auvergne est « établissement d'accueil » autres que celles visées à l'article 1 ;
- Tout acte ou document qui pourrait avoir une incidence sur la masse salariale de l'Université ;
- Tout ordre de mission/invitation et convention de formation à l'international.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable de l'université Clermont Auvergne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 17 août 2017.

Le délégué,

Mathias BERNARD, Président



Les délégués,

Vu et pris connaissance, le 28/7/17	Christian LARROCHE	
Vu et pris connaissance, le 28/8/17	Brigitte LALOGGE-MERINO	

Le Président de l'Université Clermont Auvergne certifie le caractère exécutoire de cet acte,

- Transmis au contrôle de légalité le 01 SEP. 2017

- Publié le 01 SEP. 2017

Modalités de recours : En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.